



9<sup>ème</sup> Journée d'étude de la MHeMO

## ***QUE SONT-ILS DEVENUS ?***

À Ongles, Foyer rural Yvan-Durand

Le 23 septembre 2017

Les participants sont accueillis par Mme **Maryse Blanc**, maire d'Ongles, puis M. **Khaled Benferhat**, maire de St-Etienne-les-Orgues, vice-président de la communauté de communes de Forcalquier-Montagne de Lure et conseiller départemental, qui exprime tout son attachement à la MHeMO, enfin par M. **Thierry Michalon**, président des Amis de la MHeMO, qui présente aux participants les trois volets de l'action de l'association : élargir les visites du grand public, développer les visites scolaires, organiser la journée d'étude annuelle.

**M. Jean-Jacques Jordi**, animateur traditionnel de nos journées d'étude, ouvre ensuite nos travaux par un rappel historique des conditions dramatiques dans lesquelles une partie des supplétifs de l'armée française en Algérie a été amenée à quitter brutalement le pays en 1962, trouvant certes à travers ce douloureux arrachement la sécurité, mais devant affronter, de trop longues années, des conditions de vie plus proches de la relégation sociale que du cadre de vie de citoyens français, ce qu'ils étaient. Cinquante-cinq années se sont, depuis, écoulées, et la question qui nous rassemble aujourd'hui, « Que sont-ils devenus ? », ne doit pas nous conduire à *évaluer* de manière comparative les parcours des uns et des autres : autant d'individus, autant de traumatismes différemment vécus, autant de parcours personnels...

**Mme Yamina Chalabi** prend alors la parole pour brosser un **tableau des parcours des familles de harkis des Alpes de Haute-Provence**, en s'appuyant notamment sur une enquête réalisée en 2009 par l'association ARACAN, qu'elle préside. La sécession de l'Algérie, explique-t-elle, s'est traduite par une forte immigration dans le département des

Basses-Alpes, alors frappé de plein fouet par l'exode rural. C'est ainsi que, notamment, quatre hameaux de forestage y furent ouverts, à Ongles, Jausiers, St André-les-Alpes (où l'on déplora le suicide d'une femme, désespérée) et Sisteron (où demeurent encore aujourd'hui 30 des 166 familles qui y sont passées.

Ces familles se sont donc trouvées reléguées en-dehors de villes, contraintes à l'entre-soi, mises sous tutelle (notamment pour le choix des prénoms des nouveaux-nés), alors que les hommes accomplissaient quotidiennement, pour le compte des Eaux et Forêts, de lourds travaux d'aménagement forestiers (reboisement, ouverture de pistes) dans les massifs du département.

A Manosque, deux « cités de transit » seront ouvertes. Sur l'emplacement de l'une d'elles sera ensuite bâti le lotissement des « Grands Prés », regroupant ces familles, encourageant l'entre-soi et le sentiment de marginalisation et de déclassement, la souffrance de l'exil, le sentiment d'abandon. Les pères, au fond de l'humiliation, en perdront parfois l'usage de la langue française voire leur équilibre psychique, leurs épouses se recroquevillant sur le souvenir du pays perdu. Un accompagnement très insuffisant ne leur permettait pas de connaître leurs droits. Les enfants, très souvent scolarisés dans des classes à part et conduits dans des filières de relégation, ne purent accomplir une bonne scolarité.

Un demi-siècle plus tard, la troisième génération continue à souffrir de stigmatisation et de violences psychiques.

**Mme Fatima Besnaci-Lancou** intervient à son tour, sur le thème « Familles de harkis. La vie après les camps. » Elle indique d'emblée qu'aucune enquête scientifique n'a été menée jusqu'ici qui nous permettrait de disposer de statistiques sur l'intégration des ex-supplétifs et des membres de leurs familles ; nous ne disposons pour l'instant sur cette question que de témoignages personnels, qui font ressortir l'extrême diversité des parcours.

Empruntée à Sartre et à Boris Cyrulnik, la question qui doit être posée est « qu'avez-vous fait de ce que l'on a fait de vous ? » Entre 1962 et 1964, près de 90.000 personnes, membres de familles de supplétifs, ont débarqué en provenance d'Algérie, dont la moitié sous la forme d'une immigration de travail. 3.000 supplétifs se sont enrôlés dans l'armée. 42.000 arrivèrent par l'intermédiaire de l'armée et furent dirigés vers de vastes « camps de transit » comme ceux de Bourg-Lastic, du Larzac, de Rivesaltes, de St Maurice l'Ardoise.

Les archives conservées au fort de Vincennes recensent les départs de ces familles de ces camps et leur destination. Mme Besnaci-Lancou donne un « coup de projecteur » sur trois situations :

- Celle des familles regroupées dans l'un des 75 « Hameaux de forestage » du sud de la France, fréquemment dirigés par un militaire à la retraite, où les hommes ont été employés pour d'importants travaux d'entretien et d'aménagement des forêts ; bien que nés d'un « bon sentiment », ces hameaux se sont avérés facteur d'exclusion.
- Celle des familles isolées : de nombreuses familles partiront vers les régions industrielles notamment dans le nord et l'est de la France où les pères seront embauchés dans les mines, la sidérurgie ou le textile. Certaines vont

être logées dans des courées, ces cités construites au 19ème siècle pour loger les ouvriers de l'industrie textile du Nord et dont elles vont partager le destin, mais ce fut aussi le cas d'un certain nombre de familles qui décidèrent de quitter les hameaux de forestage afin de mieux s'intégrer.

- Celle enfin des femmes de supplétifs, dont une partie chercha un emploi après leur sortie des camps.
- En conclusion, Mme Besnaci-Lancou donna une longue énumération de membres de la seconde génération ayant réussi un parcours d'excellence dans leur domaine et ayant ainsi acquis une réelle notoriété.

**M. Saïd Merabti**, militant associatif, prend ensuite la parole, pour faire part de son itinéraire personnel. Né en 1955 dans un village kabyle où la plupart des hommes étaient des supplétifs, il avait un père lui-même harki de 1956 à 1962, mais militant messaliste et collecteur de fonds, probablement pour le MNA, tous les hommes du village ayant décidé de résister au FLN. En 1962, malgré les incitations à rester exprimées par des émissaires du FLN, ses parents prennent la décision inverse. Des convois de camions militaires les transportent en plusieurs étapes jusqu'au camp du Téfeschoun, dans la Mitidja, puis les conduisent à un cargo en partance, lequel accostera dans la zone militaire du port de Marseille. En train puis en camion, ces familles rejoignent alors le camp de Bourg-Lastic où, dit M. Merabti, « nous ne manquions de rien. »

Un sénateur franco-musulman, issu de son village, accueille ensuite un certain nombre de familles dans sa propriété dans la Somme, à raison d'une famille par pièce. La famille de S. Merabti y reste 3 ans ; face aux conditions climatiques et au mal-logement elle décide avec une douzaine d'autres familles de déménager pour le sud de la France, à Marseille. Les chefs de famille se débrouillent pour trouver des logements à la Cité Bassens. D'autres se contentent d'un abri sommaire dans le bidonville de Sainte Marthe. Sa demande de logement social n'est satisfaite qu'en 1971, au quartier La Viste. A l'âge de 14 ans, Saïd Merabti obtient un CAP de mécanique, puis un second CAP de dessinateur en construction métallique. Il redécouvre alors la langue kabyle à travers des chansons, s'engage politiquement en 1981. En 1982 il est animateur à Radio-Gazelle et il en devient président durant 2 ans.

Il s'investi également dans le monde du travail, en tant que délégué syndical puis secrétaire du Comité d'Entreprise en 1985.

Il s'engage dans le combat contre le racisme ainsi que dans un mouvement de droits civique (France Plus).

Il mène aussi des actions en faveur de la défense de la culture berbère dans une association qu'il a créée en 1984.

Il créera en 1994 la Fédération des Familles de Harkis à Aix-en-Provence, qui œuvre pour la reconnaissance des harkis, et qui deviendra AJIR 13 en 2001. Puis il crée en 1998 le Centre de Documentation sur les Harkis.

Ses enfants ont fait de bonnes études.

Après ce témoignage, s'ouvre un **débat avec la salle**, centré autour de la souffrance engendrée par une situation de relégation, notamment scolaire.

Après le **repas** pris sous les platanes, s'ouvre à 14 h.30 une table-ronde, rassemblant autour de ses animateurs, **F. Besnaci-Lancou et J.-J. Jordi**, cinq anciens supplétifs, MM. **Benaïcha, Chalabi, Labandji, Mechmech et Aouachria**, ainsi que deux fils de supplétifs, MM. **Bouriche et Gueroui** (vice-président des Amis de la MHeMO). Peu accoutumés à s'exprimer en public, les « anciens » rappelèrent néanmoins avec vigueur la violente stigmatisation dont eux et leurs proches ont été l'objet dès leur arrivée en France, même de la part de compatriotes français ; et ce fut dans les larmes que l'un d'eux, bouleversé, reconnut n'avoir jamais pu donner à ses enfants les explications que ceux-ci attendaient. Les deux représentants de la deuxième génération prirent ensuite la parole pour faire part de leur itinéraire, M. Bouriche pour se féliciter de ne pas avoir souffert de racisme à Forcalquier, M. Gueroui pour rappeler que le groupe dont il faisait, tout jeune enfant, partie, fut installé dans des tentes à côté de la décharge de St Maximin, et pour déplorer que l'existence des camps (Bourg-Lastic, Larzac, Rivesaltes, Saint-Maurice L'Ardoise) ait durant des décennies été dissimulée à l'opinion.

En deuxième partie d'après-midi, la compagnie **Manifeste Rien** présenta son spectacle « **LesTrois Exils** », adaptation pour la scène de l'ouvrage de Benjamin Stora ayant reçu l'aval de celui-ci. Une heure durant, la comédienne fit revivre les grandes phases de l'histoire de l'Algérie coloniale à travers les bouleversements vécus par la minorité juive (octroi de la citoyenneté par le décret Crémieux, retrait de cette citoyenneté par Vichy, exode de 1962), brutalement arrachée, elle aussi, à son pays natal. Spectacle d'une grande densité, reçu par tous avec beaucoup d'émotion.

La journée s'est achevée par le « verre de l'amitié » à 17 h.30

Ongles, le 7 novembre 2017

Thierry Michalon

Président des Amis de la MHeMO